



## Pour une école innovante et ambitieuse !

Communiqué du MJCF et du réseau école du PCF. 20 janvier 2013

Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale,

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France et le Parti Communiste Français ont toujours eu à cœur de se battre pour **une éducation gratuite, choisie et de qualité pour tous**. Depuis 10 ans, pas une année sans que les lycéens descendent dans la rue pour combattre les inégalités et la concurrence entre les élèves, la casse du caractère national de notre enseignement. **Derrière ces revendications, est rejetée l'idée que tous les élèves ne peuvent pas réussir car ils n'auraient pas les mêmes capacités.**

Parfois exclus, fréquemment infantilisés, les élèves ont souvent connu comme réponse le silence. **Comme si le débat leur était refusé.** Trop habitués à être méprisés quand il s'agit de construire une autre société, **nous ne sommes pour autant jamais restés bouches fermées.**

### Notre ambition est la réussite de tous !

Alors **oui la refondation est nécessaire.** Mais bien loin d'être parfaite, un simple retour en arrière ne peut suffire à rendre l'école plus juste. Nous devons aller plus loin, et redessiner les contours d'**une école pour la réussite de toutes et tous. Une école où l'élève considéré comme un citoyen à part entière, soit au cœur du projet pédagogique.** Mais permettez-nous de vous faire part de nos inquiétudes quant à la première version du projet de loi d'orientation pour l'école. Vous réaffirmez l'égalité des chances, **nous refusons que notre scolarité soit soumise aux paris.** La société dans laquelle nous évoluons est nourrie d'inégalités, l'école ne doit pas les nier mais les corriger. **Répartir les moyens selon les besoins, pour permettre à tous de réussir son parcours.**

Nous nous inquiétons également de l'absence du lycée dans le projet. Cela pose d'autant plus de question sur son éloignement du collège. **Nous ne voulons pas que le lycée devienne une gare de triage entre les élèves.** On ne peut pas concevoir que certains élèves soient fait pour des études longues et d'autres des études courtes, sans donner les moyens à tous de réussir. **La réussite de tous, passe aussi par une orientation choisie.** Vous le dites vous-même, l'orientation est trop souvent subie. Mais sous prétexte de compétitivité, loin d'être un vocable de gauche, le projet prévoit de rapprocher école et entreprise, développer le pouvoir des régions en matière d'orientation et de carte de formation. **Nous nous opposons fermement à l'idée que nos formations soient construites régions par région selon leurs moyens, et selon les besoins des entreprises** sans prendre en compte les besoin de la société et les aspirations des jeunes. L'enseignement secondaire, qu'il soit général, professionnel ou agricole doit rester **une mission de l'Etat seul garant de l'égalité territoriale.**

Nous ne pouvons pas envisager que le gouvernement actuel, qui cible l'orientation subie comme une des raisons de la mise en échec de certains, propose malgré cela que nos formations



soient soumises au patronat. **Nous devons réaffirmer le rôle essentiel mais trop malmené des conseillers d'orientation-psychologues. Renvoyer l'orientation aux régions, c'est casser le cadre national de l'éducation.** C'est ne pas entendre nombre d'économistes qui affirment qu'une adéquation entre formation initiale (3 à 5 ans) et les besoins des entreprises (forcément à court terme) est un mythe. **Ce n'est pas considérer non plus que le parcours d'un jeune se construit dans la mobilité et non sur un territoire unique. C'est oublier que 59% des jeunes ne travaillent pas dans les secteurs professionnels pour lesquels ils ont été formés. C'est enfin et surtout creuser les inégalités entre les élèves.** Avec des moyens et des réalités différentes, les régions ne pourront pas permettre un accès égal aux formations. Non seulement ce seront, **encore une fois, les lycées où les moyens manquent le plus cruellement, qui seront les plus lésés.** Mais ce que nous pouvons craindre c'est évidemment un déterminisme social, où **selon le milieu les lycéens sont condamnés à reproduire le même parcours que leurs proches.** L'orientation scolaire reste fortement influencée par l'origine sociale. **Les élèves ont besoin d'une conception de l'orientation scolaire fondée sur le droit à poursuivre des études choisies.** Les Conseillers d'Orientation par leur statut de psychologue permettent d'ouvrir la possibilité de choisir son parcours, ils le permettent quand les moyens sont mobilisés. Les écarter des établissements revient à accepter la limitation des jeunes au parcours de son environnement social, évidemment ce sont les milieux populaires qui en pâtiront ! Construire les formations en fonction du bassin d'emploi, rendra impossible toute ambition d'échapper à cela.

Monsieur le ministre, la refondation s'est faite très rapidement après votre mise en fonction, écartant la majorité des élèves de la concertation. Alors que des propositions, nous en avons. Nous continuerons de nous battre pour une orientation choisie. **Chaque élève doit pouvoir choisir son parcours de formation, pour pouvoir choisir son parcours professionnel.**

**L'école n'est pas une marchandise,  
Notre orientation ne doit pas être une variable d'ajustement aux intérêts du patronat !**

Nous réclamons :

- Un **Service Public National de l'Orientation et d'Information** ayant les moyens d'agir sur tout le territoire
- **Plan pluriannuel d'embauches** de professeurs, infirmières, conseillers d'orientation...
- **Gratuité totale de l'école** y compris pour les livres et le matériel professionnel
- **Augmentation du nombre de conseillers d'orientation et assurance de leur formation** continue pour que chaque élève puisse être suivi par un professionnel formé.
- **Tronc commun d'ambition pour toutes les filières** (générale, techno ou pro)
- **Une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans donnant à tous les jeunes le droit à une formation et à l'Etat, le devoir de lui en proposer une.**

**Nordine IDIR**

Secrétaire Général du MJCF

et le secrétariat du Réseau Ecole du PCF

Contact presse : Mylène Calà, coordinatrice du Mouvement Jeunes Communistes de France.  
[mcala@jeunes-communistes.org](mailto:mcala@jeunes-communistes.org) - 06 34 02 21 53